

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente. (Page 07)

Economie (Page 08)

Sika augmente sa capacité de production à Dubaï

Le groupe zougois poursuit son expansion aux Emirats arabes unis. Et son directeur estime qu'il ne sera pas trop impacté par la deuxième vague...

Etats-Unis (Page 08)

Les négociations du plan de relance reprennent au Congrès Depuis le scrutin du 3 novembre, les tractations étaient au point mort entre républicains et démocrates...



Rencontre mondiale des banques de développement (Pages 03)

Conclusions du 1^{er} sommet Finance en commun



Togo (Page 05)

Vers la réorganisation de la fonction financière des ministères

E-commerce

Orabank Togo lance sa plateforme digitale Leader du secteur bancaire togolais, Orabank Togo a officiellement lancé le 19 novembre 2020 à son siège à Lomé, sa plateforme e-commerce... (Page 02)

Economie togolaise

Ecobank explore de nouvelles pistes de financement

La Cheffe du Gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé a échangé avec Paul-Harry Aithnard, Administrateur Directeur général... (Page 04)

Médias

Imprégnation des textes réglementaires sur la presse

La Haute Autorité de l'audiovisuel et de la Communication (Haac) organise un séminaire axé sur le thème « sensibilisation... (Page 11)

Investissement post COVID-19

Placer les petits commerçants au cœur des efforts

Des experts de l'industrie réunis cette semaine pour une discussion virtuelle axée sur la réinitialisation, le ré outillage et le redémarrage... (Page 06)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

Devises	Euro	Dollars US	Yen japonais	Livre sterling	Fran suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham (Eau)
Achat	655,957	549,250	5,295	733,000	604,000	419,250	83,250	149,000
Vente	655,957	556,250	5,355	740,000	610,000	426,250	85,000	152,000

E-commerce

Orabank Togo lance sa plateforme digitale

Leader du secteur bancaire togolais, Orabank Togo a officiellement lancé le 19 novembre 2020 à son siège à Lomé, sa plateforme e-commerce, en partenariat avec « Miaplenou », le premier site de vente en ligne au Togo.



Ce service digital permet aux clients de faire des achats sur internet via les plateformes en ligne des e-commerçants partenaires. Pour la banque l'initiative a deux objectifs : -Permettre aux clients disposant de cartes bancaires Visa ou Mastercard d'effectuer des achats en ligne en toute sécurité, 24h/24 et 7j/7 ; -Donner la possibilité aux e-commerçants disposant d'un site web ou d'une application mobile d'ajouter un nouveau canal de vente leur permettant d'augmenter leurs transactions, tout en réduisant leurs coûts d'exploitation. C'est ce double objectif qu'a mis en avant M. Guy Martial AWONA lors de la cérémonie de lancement en présence des cadres de la banque : « Ce service de e-commerce que nous venons de lancer répond à notre volonté d'accompagner nos clients et à leur offrir des services digitaux aujourd'hui classiques comme les achats en ligne, et permet à nos clients commerçants d'avoir non seu-

lement une meilleure exposition au niveau local, mais aussi dans la sous-région et à l'international ». Le client effectue ses achats d'où il le souhaite dès lors qu'il a une connexion Internet et sa carte bancaire Visa ou Mastercard et le commerçant reçoit les commandes et les paiements en ligne et doit juste assurer la livraison selon ses conditions de vente.

Processus

Pour souscrire à cette plateforme e-commerce, le commerçant doit préalablement disposer d'un site web ou d'une application mobile et fournir à la banque, la documentation nécessaire pour son intégration. Une fois cette étape terminée, tout client détenteur d'une carte Visa ou Mastercard pourra effectuer ses achats et payer directement sur le site du commerçant quelle que soit sa localisation. « Notre plateforme digitale e-commerce est sûre, ouverte à tous, elle permet aux commerçants d'augmenter leurs ventes et

permet aux clients d'effectuer des achats en ligne en toute sérénité. », précise pour sa part Awa HETIE, responsable de la banque digitale d'Orabank Togo. Ce service digital d'Orabank a été lancé en partenariat avec « Miaplenou » (« achetons » en mina, langue locale), le premier site de vente en ligne au Togo. Un site qui « est une référence au Togo en matière de e-commerce ». « Miaplenou est un partenaire fiable et son partenariat avec Orabank Togo, 1ère banque du pays ne peut qu'inspirer la confiance des consommateurs locaux, et rayonner au-delà des frontières du Togo. » a déclaré Stan AGOUDA, responsable back Office, banque digitale. Le lancement de ce produit intervient dans un contexte marqué par la pandémie de Covid-19 qui, selon Fabrice ADAMA-HONDEGLA, chef service canaux de paiement digitaux, est un catalyseur et un accélérateur de la mise en place de la digitalisation des produits et services de la banque.

Avec togobusinessnews.com

AUX DECIDEURS ...

Le masque fait-il perdre la face ?

Le coronavirus a bousculé les habitudes. Aujourd'hui, la vie au quotidien se passe sous le regard des autres. Couvrir le corps, même en partie, le cacher c'est augmenter la menace, le risque de mésinterprétation des intentions de l'autre, la mésestimation, le risque de perdre la face. La première information que donne la bouche est de savoir qui parle.

Plus largement, toutes les relations sociales se sont modifiées, parce qu'une part des intentions de nos interlocuteurs, que chacun fait passer par des mimiques autour de la bouche ou des messages attendants, le maquillage, une barbe, ont disparu. Un mot sans rictus perd ainsi une large part de son sens. L'origine d'une parole devient difficile à identifier et la situation.

Lorsque l'on perd ainsi la face en public, E. Goffman a analysé combien l'assistance se lance dans ce qu'il appelle des échanges réparateurs : un trait d'humour pour dédramatiser, faire comme si de rien n'était et continuer la conversation, s'excuser. De ce point de vue également, le masque prive d'une arme de réparation majeure des interactions sociales : le sourire.

Le port du masque est devenu à ce point normal que pour beaucoup, il se présente désormais comme une ressource sociale. Si le port du masque altère certaines parties de nos relations, il ne faudra donc pas dramatiser, mais plutôt une fois de plus, souligner la capacité d'adaptation des Humains que nous sommes.

La disparition du bas du visage brouille nos repères, mais ne pas montrer sa bouche expose moins socialement. Ce fait réduit le danger social pour ceux, peu sûrs des manières de se tenir et de réagir en public (les timides, qui sont souvent ceux dont le statut social est incertain) peuvent désormais se taire sans risque.

Richard Sennett analysait, il y a longtemps déjà, la prédominance du regard sur la parole et l'ouïe dans les sociétés urbaines. Le masque amplifie encore le phénomène, jusqu'à ce qu'on pourrait appelé le paradoxe de l'autruche : certains se sentant tellement cachés par le bout de tissus, qu'ils s'octroient le droit de lancer des regards appuyés dans les lieux publics, sans vraiment s'en rendre compte, hommes comme femmes. On se regarde plus aujourd'hui et souvent, avec insistance.

Le regard au centre des interactions sociales devient objet d'attention, surtout pour les femmes, qui font des efforts, une fois encore de manière inégalitaire par rapport aux hommes. Des accessoires comme les lunettes, les caquettes deviennent également objets d'une attention accrue et dialoguent avec le masque. Le bout de tissu devient lui-même un enjeu de communication : le garder neutre ou en faire un objet de mode lorsque nous l'affublons de signes, de symboles. Objet signifiant au cœur de la relation à autrui, il devient ainsi objet identitaire, support de distinction. Ses usages sociaux se multiplient : symbole de générosité lorsqu'il est offert aux personnels soignants, il est aussi devenu rapidement objet de commerce.

Finalement, on ne vit pas si mal avec le masque, on en deviendrait même à l'aise : bailler en public, ne pas se raser, il tient chaud en hiver, il règle même des problèmes d'haleine.

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Rencontre mondiale des banques de développement

Les conclusions du premier sommet Finance en commun

Organisé du 9 au 12 novembre 2020 depuis Paris et accueilli par l'Agence française de développement (AFD), le premier sommet Finance en commun a permis de fédérer les banques publiques de développement autour des enjeux essentiels de l'agenda 2030 et d'initier une nouvelle coalition.

• Joël YANCLO

Engagement commun des banques publiques de développement dans le monde, à mieux travailler ensemble pour atteindre les ODD, le premier sommet Finance en commun aura été l'occasion de mieux connaître ces entités, leurs actions, leurs impacts, notamment au travers d'une nouvelle base de données compilant toutes les données relatives à ces banques. Retour sur les principales recommandations de ce sommet inédit.

Une coalition mondiale, une déclaration commune

À travers une déclaration conjointe ambitieuse, les 450 banques de développement (BPD) sont parvenues à la formation d'une coalition mondiale déterminée à agir au service de la planète et des populations. Cet engagement commun d'institutions au rôle plus essentiel que jamais dans le contexte actuel, et qui réalisent 10 % des investissements mondiaux, s'accompagne de la volonté d'aligner les financements sur l'Accord de Paris, de soutenir la biodiversité et d'intensifier la lutte contre les inégalités, notamment de genre. Des déclarations additionnelles ont émané de coalitions spécifiques de banques publiques de développement souhaitant s'engager plus loin sur certaines thématiques.

Le soutien du président de la République française et des instances internationales.

Dans le cadre de la déclaration conjointe des BPD, Emmanuel Macron a souligné la capacité d'action réelle des banques de développement, et de l'AFD en particulier, au service d'une transition juste. Le président français a rappelé le rôle de plateforme

de l'AFD, à même de mobiliser tous les acteurs du système financier. La directrice générale du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, et le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, ont également apporté un soutien puissant à l'action concertée des banques publiques de développement.

310 000 participants, des réseaux sociaux mobilisés

La communauté du développement a su faire parler d'elle : cette première pour les 450 banques publiques de développement du monde a donné lieu à l'organisation de 25 événements de haut niveau sur les thèmes du financement de l'économie africaine, du genre, des investissements sociaux, du climat ou encore de la biodiversité. Ces sessions ont rassemblé plus d'une centaine de panélistes et ont été suivies par 10 000 participants. Sur Twitter, le mot-dièse #financeincommon2020 aura été utilisé plus de 3 500 fois.

Des nouveaux projets pour l'AFD

À l'occasion du sommet Finance en commun, le groupe AFD s'est engagé sur de nouveaux projets d'envergure aux côtés de ses partenaires. Ces programmes ont notamment pour finalité de soutenir la résilience face au risque monétaire lié au Covid-19, d'éradiquer la famine et la pauvreté dans les milieux ruraux, de favoriser une meilleure résilience des systèmes de santé en Afrique ou encore de renforcer le financement des banques de développement africaines en faveur du climat.

Une base de données unique au monde sur les BPD

En amont des deux journées



consacrées au sommet, la 14e Conférence internationale de recherche de l'AFD sur le développement intitulée « La main visible : les banques de développement en transitions » a permis de renforcer le concept de banque publique de développement dans le paysage académique. Elle a contribué à démontrer le rôle que pourraient jouer les BPD dans une architecture financière axée sur le développement, avec des financements massifs alignés sur l'Accord de Paris et les ODD. C'est dans ce contexte qu'a été présentée une vaste base de données des BPD unique en son genre, élaborée par l'AFD et l'université de Pékin, à travers un site de datavisualisation. Cette conférence de recherche a également permis de publier dix recommandations stratégiques pour donner les moyens aux BPD de jouer pleinement leur rôle de « mains visibles ».

4 milliards de dollars pour le secteur privé en Afrique

Les Institutions financières de développement européennes (EDFI), dont la filiale de l'AFD dédiée au secteur privé Proparco, ont annoncé un plan de soutien aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) africaines d'au moins 4 milliards de dollars mobilisés d'ici fin 2021. Ces entreprises gé-

nèrent de loin la majorité des emplois en Afrique : aider à leur création, leur promotion et leur financement est essentiel dans une perspective globale de développement. Outre les 15 institutions financières de développement (IFD) européennes de l'association EDFI, les premiers participants à cette coalition incluent la Banque africaine de développement (BAD), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), la Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD), FinDev Canada et l'US International Development Finance Corporation. D'autres institutions devraient se joindre à la coalition initiale.

L'égalité femmes-hommes au centre des préoccupations

Autour de l'égalité femmes-hommes, quatre axes d'intervention prioritaires ont été intégrés à la déclaration commune pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes : renforcer l'engagement des BPD en faveur de l'égalité entre les sexes, augmenter la part des flux financiers en direction d'opérations sensibles au genre, contribuer à des politiques de lutte contre le changement climatique sensibles au genre et enfin améliorer le dialogue et la collaboration avec l'ensemble des parties prenantes

sur la question du genre.

Toujours plus pour le climat

L'International Development Finance Club (IDFC), regroupant les 26 plus grandes banques de développement régionales et nationales du monde et déjà très impliqué pour le climat, a aussi annoncé de nouvelles mesures dans le cadre du sommet. Celles-ci incluent des outils permettant de concrétiser l'alignement sur l'Accord de Paris, la prise en compte de la dimension sociale dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et l'interconnexion entre climat et biodiversité. L'IDFC a également annoncé plusieurs décisions phares, telles que la création du Fonds IDFC pour le climat, annoncé lors de la COP25, et un partenariat stratégique avec le Fonds vert pour le climat (FVC).

Une position commune pour une économie pro-biodiversité

L'IDFC a également annoncé un investissement massif dans la conservation, l'utilisation durable et la restauration de la biodiversité. Reconnaisant l'importance de l'investissement public dans

les profonds changements visant à enrayer la perte de biodiversité et à rendre possible une reprise économique à long terme, les membres de l'IDFC unissent leurs forces pour adopter une position commune visant à maintenir le capital naturel et développer une économie pro-biodiversité. Dans leur déclaration commune, les banques publiques de développement s'affirment prêtes à aider à aligner les flux financiers sur le futur cadre mondial de biodiversité post-2020 qui doit être adopté lors de la COP15 sur la biodiversité.

Le sport dans l'équipe du développement

Une vaste coalition du sport au service du développement a été annoncée le 11 novembre dans le cadre du sommet par Rémy Rioux, directeur général de l'AFD, et le président de Paris 2024 Tony Estanguet. La Coalition sport pour le développement s'engage à renforcer les moyens financiers, les investissements et les expertises pour construire collectivement un monde durable, en lien avec les Objectifs de développement durable. Cette initiative s'accompagne d'un outil puissant de financement et de mise en relation : la plateforme Sport en commun. « More sport, more impact ! »

Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles. Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note : *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Economie togolaise

Ecobank explore de nouvelles pistes de financement

La Cheffe du Gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé a échangé avec Paul-Harry Aithnard, Administrateur Directeur général, Directeur régional exécutif UEMOA du groupe Ecobank sur les relations entre le Togo et la Banque panafricaine Ecobank, ce mercredi 25 novembre 2020 à la Primature à Lomé.

● Bernard AFAWOUBO

Le Premier Ministre Togolais, Victoire Tomégah-Dogbé a reçu en audience ce mercredi 25 novembre 2020 à la Primature à Lomé, l'Administrateur Directeur général, Directeur régional exécutif de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) du groupe Ecobank, Paul-Harry Aithnard. Les deux personnalités ont eu des échanges fructueux. En visite chez la Cheffe du gouvernement, Paul-Harry Aithnard a fait le point des relations entre la République togolaise et la banque panafricaine Ecobank. Aussi, les deux personnalités ont également exploré les nouvelles pistes de financement de certains secteurs de l'économie nationale. Selon l'Administrateur Directeur général, Directeur régional exécutif de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) du groupe Ecobank, Paul-Harry Aithnard, le Togo étant leur pays d'accueil, c'est l'occasion de voir comment



creuser de nouvelles opportunités, analyser de nouvelles pistes pour la création de nouveaux mécanismes de développement « Ce pays est notre pays d'accueil et nous voyons notre rôle comme un rôle de partenaire stratégique pour le développement du Togo. Nous avons réaffirmé notre soutien à l'État du Togo pour le développement et la réussite du PND. Nous avons aussi tenu compte des nouvelles réalités avec la pandémie qui a eu un impact assez significatif sur le développement économique de plusieurs pays dont le Togo. L'occasion a été de voir

comment est-ce qu'on peut creuser de nouvelles opportunités, analyser de nouvelles pistes qui vont permettre évidemment de pouvoir créer de nouveaux mécanismes de développement, de financement pour certains secteurs précis de l'économie togolaise », a déclaré Paul-Harry Aithnard au sortir de l'entrevue. Soulignons que l'Administrateur Directeur général, Directeur régional exécutif l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) du groupe Ecobank avait à ses côtés le Directeur général d'Ecobank Togo Souleymane Touré.

Diplomatie

Bilan de la coopération germano-togolaise

Les 23 et 24 novembre 2020 ont eu lieu à Lomé, les assises du quatrième cycle des consultations germano-togolaises. Occasion pour les deux parties de faire le point de leur coopération.

● Nicole ESSO

La rencontre réunit des délégations togolaises au niveau ministériel, des diplomates et des partenaires techniques et financiers allemands notamment la GIZ et la KfW. Ensemble, ils ont fait le point de la coopération, et examiné les perspectives de partenariat pour l'adapter au nouveau contexte économique et sanitaire, et à la feuille de route du gouvernement en vue d'une meilleure orientation de l'aide publique au développement. La coopération germano-togolaise porte sur des axes prioritaires entre autres la gouvernance locale, l'agriculture, la santé, l'emploi des jeunes et le secteur rural. Dans le secteur de la gouvernance locale, deux projets d'appui technique et financier de grande envergure sont en cours d'exécution à savoir le Programme d'appui à la décentralisation au Togo (PAD) conduit par la KfW et le Programme décentralisation et gouvernance locale (Pro-



DeGoL) piloté par la GIZ. Les trois premières phases du Programme d'appui à la décentralisation au Togo (PAD) financées à hauteur de 22.419.969.525 FCFA ont contribué à l'amélioration de la fourniture de services publics, à la construction et la réhabilitation des infrastructures socioéconomiques dans les communes du pays. Un accord de coopération financière a été signé entre les deux pays le 15 mai dernier au titre de la quatrième phase du PAD. Le fonds estimé à 3 766 250 000 CFA servira à la construction des mairies dans

les nouvelles communes issues des dernières élections locales. Le Togo a également bénéficié des appuis techniques de l'Allemagne à travers le Programme décentralisation et gouvernance locale (ProDeGoL), financé conjointement par le BMZ et l'UE et mis en œuvre par la GIZ. Le projet a déjà permis au pays d'assurer la planification du développement local et des finances locales, la capacité d'administration des communes et l'amélioration des services d'Etat civil et le renforcement de la participation citoyenne.

Rentrée scolaire 2020-2021

Le gouvernement mobilise plus de 3,5 milliards FCFA

Le gouvernement togolais pour le compte de cette rentrée académique 2020-2021, a mobilisé une enveloppe de 3,5 milliards FCFA pour les différentes mesures d'accompagnements opérées à l'endroit du secteur éducatif.

● Bernard AFAWOUBO

En cette période où l'économie mondiale est en souffrance à cause de la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19, les autorités togolaises se soucient du bien-être de la population. Dans ce sens le gouvernement multiplie les efforts pour accompagner plusieurs secteurs dont le secteur éducatif qui est sensé former les élites de demain. Depuis quelques années les autorités togolaises prennent à

bras le corps l'éducation dans le pays. A part les mesures d'accompagnements qui existent déjà entre autre la suppression des frais de scolarité avec compensation financière effective de l'Etat depuis 2008 et la mise en œuvre du programme « School Assur » qui couvre près de deux millions d'élèves, sans oublier l'acquisition des équipements notamment des tables-bancs et du matériel informatique avec un coût global de 600 millions de francs CFA s'ajoute la



gratuité des frais d'inscriptions aux examens estimée à 1,9 milliards FCFA. Aussi en raison de la pertinence de la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19, le gouvernement togolais prend une mesure d'accompagnement spéciale notamment la mise à disposition de masques à prix subventionnés nécessitant la mobilisation de 1 milliard de francs CFA par l'Etat pour faire passer le prix du masque à 50 francs CFA au lieu de 260 francs CFA dans les établissements

scolaires. Outre ces nouvelles mesures d'accompagnements, plusieurs autres mesures, notamment celles relatives à la distanciation sociale sont promues dans les établissements scolaires sur fond de limitation des effectifs. Pour rappel, au cours du Conseil des Ministres tenu le mercredi 25 novembre 2020, l'exécutif togolais appelle les acteurs à poursuivre le dialogue afin de maintenir un climat de sérénité et trouver les solutions idoines aux défis de l'année scolaire.

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Togo

Vers la réorganisation de la fonction financière des ministères

Le chef de l'Etat, SEM Faure Essozimna Gnassingbé a présidé, ce 25 novembre 2020, le cinquième Conseil des ministres du nouveau gouvernement. Le Conseil a examiné deux projets de décrets. Le premier porte attributions et organisation de la direction des affaires financières (DAF) des ministères, et le second fixe les modalités et le prix de cession des actions de l'Etat dans le capital social de la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT). Le Conseil a également écouté six communications. Lire le compte rendu du Conseil des ministres.

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 25 NOVEMBRE 2020

Le Conseil des Ministres s'est réuni ce jour sous la Présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République. Le Conseil a examiné deux (02) projets de décrets et écouté six (06) communications.

Au titre des projets de décret

Le Conseil a examiné un projet de décret portant attributions et organisation de la direction des affaires financières (DAF) des ministères. Ce projet de décret fait suite à l'adoption du budget programme par le Gouvernement.

La réussite de ce basculement majeur qu'est le passage au budget programme impose une réorganisation de la fonction financière de chaque ministère. Il fera l'objet d'une mise en œuvre progressive.

Le Conseil a ensuite examiné le projet de décret fixant les modalités et le prix de cession des actions de l'Etat dans le capital social de la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT).

Suite à l'adoption par l'Assemblée nationale de la loi n°2020-008 du 02 juillet 2020 portant autorisation de la cession de tout ou partie de la participation de l'Etat dans le capital de la Nouvelle Société Cotonnière du Togo, le Gouvernement a engagé des discussions avec le groupe Olam en vue de faire aboutir ce partenariat à travers la cession effective des actions.

Il s'agit d'un partenaire de renom déjà fortement impliqué en tant qu'acheteur du coton togolais, dont l'expertise est reconnue et dont la présence dans plusieurs pays voisins est couronnée de succès.

Cette cession a pour objectif de doubler les rendements notamment en exploitant la carte de fertilité des sols ; de moderniser l'outil industriel sur toute la chaîne de la production à la transformation ; de développer la marque « coton made in Togo » afin de jouir d'un différentiel de prix par rapport à la qualité.

Au final, les producteurs, qui ont également adhéré à cette cession, verront leurs revenus garantis et augmentés notamment par la mise en place d'un mécanisme de stabilisation des revenus leur permettant d'avoir un niveau de revenu assuré nonobstant la fluctuation éventuelle des prix du coton sur le marché international.

Conformément à la loi de 2014 portant modernisation de l'action publique de l'Etat en faveur de l'économie, le Gouvernement a mis en place une Commission d'Evaluation des Privatisations qui a évalué l'offre du partenaire et apprécié le prix issu des négociations avec le partenaire.

Le Conseil a pris acte du rapport de la Commission d'Evaluation des Privatisations concernant la cession de 51% du capital social et a adopté le décret autorisant cette cession pour un montant de l'ordre de 22 milliards de francs CFA.

Le Conseil a saisi cette occasion pour féliciter le Président de la République pour l'aboutissement de ce processus qui vient concrétiser la volonté de transformer l'agriculture togolaise conformément à l'axe 2 de la feuille de route qui vise la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie.

Au titre des communications,

Le Conseil a écouté une première communication relative aux mesures d'accompagnement du Gouvernement en faveur de la rentrée scolaire 2020-2021 présentée par le ministre des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat. Pour le compte de cette rentrée 2020 – 2021, la gratuité des frais d'inscription aux examens dont le coût est estimé à 1,9 milliards est devenue effective. Par ailleurs, le programme de cantines scolaires est poursuivi.

Il est à noter qu'en plus de la suppression des frais de scolarité en 2008-2009 avec une compensation financière effective de l'Etat, le gouvernement retient entre autres, la poursuite de la mise en œuvre du programme novateur dénommé « School Assur ». A ce jour, on dénombre 1.916.511 élèves (un million neuf cent seize mille cinq cent onze) pris en charge.

De plus, la persistance de la crise sanitaire justifie un accompagnement spécial notamment par la mise à disposition de masques à prix subventionnés nécessitant la mobilisation de 1 milliard de francs CFA par l'Etat pour faire passer le prix du masque à 50 francs CFA au lieu de 260 francs CFA dans les établissements scolaires.

Au titre de la rentrée scolaire 2020-2021, le Gouvernement a mobilisé six cent million (600 000 000) de francs CFA pour l'acquisition de tables bancs et de matériel informatique.

Le Gouvernement appelle les acteurs à poursuivre le dialogue afin de maintenir un climat de sérénité et trouver les solutions idoines aux défis de l'année scolaire.

Le Conseil a écouté une seconde communication relative à la mise en place du programme de gratuité de la prise en charge de la femme enceinte au Togo ; présentée par la ministre déléguée chargée de l'accès universel aux soins.

L'objectif principal de ce programme qui concrétise un engagement du Chef de



l'Etat est de réduire la mortalité maternelle et néonatale.

Dans le cadre du programme qui sera mis en œuvre essentiellement dans les unités de soins périphériques, quatre (04) catégories de prestations seront couvertes : la planification familiale ; la Consultation prénatale (CPN), l'Accouchement et la Césarienne.

Ce programme dont le coût de mise en œuvre est estimé à 7,140 milliards de FCFA pour l'année 2021 démarrera dans les plus brefs délais.

Le Programme sera soutenu par une campagne active et renforcée de planning familial avec l'appui des agents de santé communautaire et l'implication des populations à la base afin d'inciter à l'espacement des naissances.

S'en est suivi une communication portant sur le processus d'adoption de la loi sur l'assurance maladie universelle au Togo présentée par la ministre déléguée chargée de l'accès universel aux soins.

En effet, la mise en place, depuis 2012, du régime obligatoire d'assurance maladie géré par l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM) facilite l'accès des agents publics et assimilés aux soins de santé essentiels et contribue à l'amélioration de leur bien-être économique et social.

Afin de répondre à la volonté du Gouvernement de garantir un accès universel aux soins, le projet de loi, une fois adopté, permettra d'instituer un système cohérent et intégré d'assurance maladie universelle. Les bénéficiaires seront les agents du public et assimilés, les travailleurs régis par le code du travail, les acteurs de l'économie informelle et agricole, les indépendants, les bénéficiaires de pension et de rentes ainsi que les personnes indigentes, vulnérables ou démunies.

Le Conseil a également écouté une communication relative à l'aménagement du territoire et aux outils de l'aménagement du territoire présentée par le ministre d'Etat, de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires.

Les priorités porteront dans un premier temps sur l'élaboration du schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) afin de favoriser une meilleure localisation des actions prioritaires et un développement harmonieux de territoires.

L'élaboration du SNAT qui sera conduite avec le concours de partenaires techniques et financiers et l'implication des acteurs locaux permettra de mieux prendre en compte les ambitions de la feuille de route et contribuera au développement local.

La communication suivante présentée par le ministre en charge de l'Economie maritime est relative aux enjeux de la gestion du littoral et aux réponses/actions proposées.

L'importance du littoral dans l'économie de notre pays est à l'origine de plusieurs défis qui nécessitent de concilier développement des activités économiques et protection des espaces naturels du littoral.

Le gouvernement doit également anticiper les besoins et mettre en place une protection en fonction de la proximité avec le rivage tout en associant les populations riveraines à l'aménagement et à la mise en valeur du littoral.

S'en est suivi une communication relative au Programme d'Appui aux Pistes Rurales (PAPR) présentée par le ministre du désenclavement et des pistes rurales.

Le programme PAPR mis en œuvre avec l'appui de l'AFD et de la KfW s'inscrit dans l'ambition du Gouvernement de développer et étendre 4000 km de pistes rurales et a pour objectif d'améliorer l'accès des ménages et producteurs agricoles aux intrants et aux marchés par la réhabilitation et la construction de près de 2000 km de pistes notamment dans les zones de production cotonnière et de café – cacao. Les bénéficiaires directs du programme sont donc les exportateurs des produits agricoles, les commerçants et les transporteurs, et les bénéficiaires indirects : les producteurs et les ménages dans les zones ciblées.

Fait à Lomé, le 25 Novembre 2020
Le Conseil des Ministres

Investissement post COVID-19

Placer les petits commerçants au cœur des efforts

Des experts de l'industrie réunis cette semaine pour une discussion virtuelle axée sur la réinitialisation, le ré-outillage et le redémarrage de l'intégration régionale en Afrique à la suite de la pandémie COVID-19, ont souligné l'importance de placer les petits commerçants au cœur de toute initiative.



● Nicole ESSO

Le webinaire conjoint, organisé mardi par la Banque africaine de développement (BAD) et le Service des douanes coréen (KCS), a examiné les secteurs des services, le commerce électronique, les plates-formes numériques et le développement de la chaîne de valeur comme des facteurs critiques pour accélérer le commerce et les investissements en Afrique dans le contexte de la pandémie mondiale. Le webinaire s'est déroulé en trois sessions, animé par Stephen Karangizi, Directeur, Facilité africaine de soutien juridique; Dr Stephen Karingi, directeur de la Division de l'intégration régionale et du commerce de la CEA et Acha Leke, associé principal chez McKinsey. L'histoire a démontré le succès des pays et des entreprises qui saisissent de nouvelles opportunités en temps de crise, a déclaré Sukhwan Roh, commissaire du Service des douanes coréen. «La pandémie du COVID-19 a complètement changé la santé et les moyens de subsistance des individus à travers le monde en moins d'un an», a-t-il déclaré. «La Corée souhaite partager toutes les réalisations en matière d'amélioration des systèmes utilisant les nouvelles technologies avec les pays africains.» L'auditoire de l'atelier a entendu à quel point l'intégration régionale est de plus en plus essentielle pour les perspectives économiques futures du continent et pour attirer les investissements directs étrangers. L'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf), déjà ratifié par 30 pays, devrait entrer en vigueur le 1er janvier 2021. Unissant les 55 États membres de l'Union

africaine, le pacte créera un marché de plus de 1,2 milliard personnes, y compris une classe moyenne croissante et un produit intérieur brut (PIB) combiné de plus de 3,4 billions de dollars. Le COVID-19 a approfondi les frictions commerciales pré-existantes sur le continent tout en offrant d'importantes opportunités de croissance et de belles histoires d'innovation et souligne l'importance de protéger la place de l'Afrique dans les chaînes de valeur locales, a déclaré Anabel Gonzalez, Senior Fellow, Peterson Institute for International Economics, avec la nécessité de «placer les petits commerçants au cœur de l'effort». Elle a exhorté les gouvernements à renforcer les agences nationales pour fournir un soutien aux petits commerçants.

Soutien de la BAD à la ZLECAf

«L'AfCFTA crée une nouvelle réalité du commerce et de l'intégration... intégrant des partenaires inégaux à travers le continent», a déclaré Trudi Hartzenberg, Directeur exécutif du Trade Law Center (TRALAC). La facilitation des échanges bénéficie d'une attention particulière au sein de la ZLECAf, le numérique, les paiements électroniques et le commerce électronique étant particulièrement importants, a-t-elle ajouté, citant un rapport de l'OMC 2020 qui mettait l'accent sur l'éducation et les soins de santé comme fondamentaux pour l'industrialisation. Dès le départ, la Banque africaine de développement a apporté un soutien solide à la ZLECAf, en finançant la mise en place de son secrétariat et en soutenant les pays membres avec une assistance tech-

nique pour se conformer à une série de réglementations de la ZLECAf, a déclaré le vice-président de la Banque, Infrastructure, secteur privé. Sector & Industrialization, Solomon Quaynor dans ses remarques liminaires lues par Abdu Mukhtar, directeur de la Banque, Département du développement industriel et commercial. Néanmoins, averti Quaynor, les efforts de reprise après la crise devraient être lents. «La ZLECAf ne modifiera pas d'un seul coup les réalités commerciales et économiques existantes à grande échelle. Cependant, grâce à des mesures stratégiques et des investissements appropriés, des cadres politiques et un soutien politique, le commerce intra-africain sera renforcé.

Les pays africains innovent pour améliorer les chaînes de valeur locales

Les présentations ont fourni des exemples du Ghana et de la Zambie de stratégies que le secteur privé peut adopter pour tirer parti de la ZLECAf dans le contexte de la pandémie. Le Ghana importait auparavant la plupart de ses équipements de protection individuelle ou EPI, mais depuis la pandémie, le gouvernement a galvanisé 14 entreprises locales de confection pour fabriquer des EPI. Ces entreprises produisent désormais 1 000 articles par jour, selon le vice-ministre du Commerce du Ghana, Robert Ahomka Lindsay. Le développement a créé 10 000 emplois. «Les chaînes de valeur traditionnelles ont été remises en question... cela nous a fait comprendre que nous ne pouvons pas compter sur ces chaînes de valeur», a déclaré Lindsay.

Côte d'Ivoire

Banque Atlantique participe à un crédit syndiqué de plus de 16 milliards de FCFA

Banque Atlantique Côte d'Ivoire, filiale du Groupe Banque Centrale Populaire, a procédé à une signature de convention de Crédit à Moyen Terme dans le cadre d'un accord de syndication, en faveur de la Société Ivoire Trade Center, le vendredi 16 octobre 2020.

Le prêt est destiné au financement d'un complexe immobilier haut de gamme IVOIRE TRADE CENTER situé à Cocody Ambassade, à proximité d'un Hôtel 5 étoiles de grande renommée. Il comprendra plus de 17 000 m² de surface locative dont 13 000 m² de bureaux, 4 000 m² de commerces et 350 places de parking. Le coût total du projet s'élève à trente et un Milliards trois cent soixante et un million (31 361 000 000 FCFA), le montant de l'opération porte sur seize milliards quatre cent millions (16 400 000 000 FCA) et le syndicat comprend deux banques présentes dans le trio de tête des acteurs financiers de Côte d'Ivoire dont Banque Atlantique. Fort de l'appui stratégique et opérationnel de ses actionnaires ainsi que de leur apport en Fonds Propres, SCI TRADE CENTER a financé en partie le projet à hauteur de quatorze milliards huit cent millions (14 800 000 000 CFA). Pour sa part, afin de renforcer sa présence aux côtés du partenaire SCI TRADE CENTER, Banque Atlantique a levé 6,4 Milliards de FCFA sur les 16, 4 Milliards de FCFA de financement sollicités, témoignant ainsi de la confiance que place la banque dans les perspectives de développement de cette entreprise. Banque Atlantique est déjà fortement investie dans la transformation économique du pays via des interventions multiformes



à savoir, le financement de l'économie et l'accompagnement de projets structurants à fort impact social. Cette signature de convention traduit la stratégie de Banque Atlantique qui vise notamment à soutenir de façon pérenne la croissance des Entreprises, confirmant son leadership sur ce segment de clients et sa position d'acteur financier clé de Côte d'Ivoire.

À propos de Banque Atlantique

3ème plus grand groupe bancaire de la zone UEMOA en termes de parts de marché, Banque Atlantique est présente dans les huit pays membres de l'Union monétaire (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Banque Atlantique s'appuie, également, sur les filiales spécialisées à savoir Banque d'Affaires (Atlantique Finance), Gestion d'actifs (Atlantic Asset Management) Assurances (Atlantique Assurances et Atlantique Assurance Vie en Côte

d'Ivoire, GTA Assurances et GTA Assurances Vie au Togo). Banque Atlantique est une filiale du Groupe Banque Centrale Populaire du Maroc (BCP).

À propos du Groupe BCP

Le groupe BCP est l'une des premières institutions bancaires du Maroc. Il tire sa force de ses valeurs de solidarité et de son organisation unique au Maroc. Il est composé de 8 Banques Populaires Régionales (BPR) à vocation coopérative, de la Banque Centrale Populaire (BCP), organe central du Groupe, de forme société anonyme cotée en Bourse, de filiales spécialisées, de fondations et de banques et représentations à l'étranger. Le groupe BCP est présent dans 32 pays dans le monde. Il est, au Maroc, le premier collecteur de l'épargne (26% de PdM) et un acteur majeur du financement de l'économie (24% de PdM).

BANQUE ATLANTIQUE

Angola

Sonangol et Endiama bientôt privatisées

L'Angola a annoncé son intention de céder des parts dans la société pétrolière nationale Sonangol et de la société diamantifère Endiama d'ici la fin de 2021, a déclaré le ministre des Finances, Vera Daves de Sousa.

Tout cela dépendra de la rapidité avec laquelle nous pourrions réorganiser ces entreprises. Pour nous assurer qu'avec le processus de diligence raisonnable, nous pouvons capter l'intérêt d'investisseurs de grande qualité», note Vera Daves de Sousa. Le but de la vente est de lever des fonds et relancer l'économie angolaise très affaiblie. L'opération entre dans le cadre d'un plan de vente de 30 entreprises d'un programme qui s'étend jusqu'en 2022. Il vend actuellement des participations dans une société d'assurance et une banque commerciale sur 195



actifs prévus dans le plan. L'Angola est engagé à renégocier sa dette avec ses principaux créanciers et à mettre en œuvre de réformes économiques rigoureuses qui font partie du programme de 4,5 milliards de dollars de son

pays avec le Fonds monétaire international. L'objectif est de rééchelonner les paiements de la dette afin de lui permettre de réaliser les investissements nécessaires pour relancer son économie.

Avec financialafrik.com

BRVM 10 116,11

Variation Jour ↓ -0,01 %

Variation annuelle ↓ -22,13 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 227 mercredi 25 novembre 2020

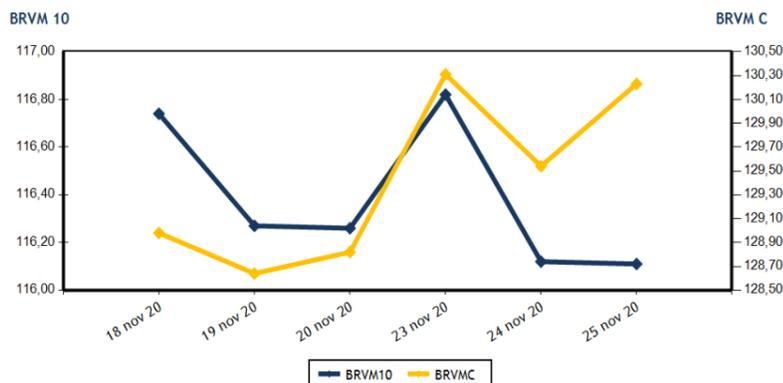
Site : www.brvm.org

BRVM Composite 130,23

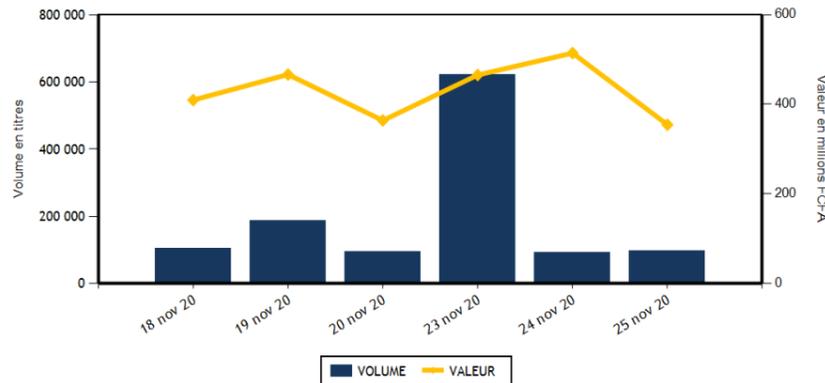
Variation Jour ↑ 0,53 %

Variation annuelle ↓ -18,22 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 912 886 079 156	0,53 %
Volume échangé (Actions & Droits)	86 128	3,08 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	257 630 750	-39,93 %
Nombre de titres transigés	35	-10,26 %
Nombre de titres en hausse	10	-9,09 %
Nombre de titres en baisse	9	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	16	60,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 746 630 578 201	-0,03 %
Volume échangé	10 013	16,07 %
Valeur transigée (FCFA)	96 653 700	13,12 %
Nombre de titres transigés	2	-80,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 335	7,45 %	-17,54 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	205	5,13 %	10,81 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	7 300	4,29 %	-5,19 %
CIE CI (CIEC)	1 350	3,85 %	-15,63 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	3 200	3,39 %	-19,90 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	315	-7,35 %	-20,25 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 150	-4,17 %	-33,33 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	605	-3,97 %	-24,38 %
SODE CI (SDCC)	2 800	-1,75 %	0,00 %
TOTAL SN (TTLS)	1 455	-1,02 %	-14,41 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	35,25	-0,70 %	-6,40 %	3 121	1 628 430	64,87
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	350,86	0,24 %	-29,17 %	8 522	38 764 605	8,01
BRVM - FINANCES	15	55,50	1,09 %	-9,00 %	56 157	188 609 170	6,00
BRVM - TRANSPORT	2	319,03	0,00 %	-13,01 %	445	599 775	5,60
BRVM - AGRICULTURE	5	79,07	0,55 %	-7,93 %	9 381	18 382 670	7,53
BRVM - DISTRIBUTION	7	199,47	-0,55 %	-21,24 %	8 502	9 646 100	12,43
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	339,32	0,00 %	12,25 %	0	0	4,27
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

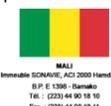
Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,55	
Taux de rendement moyen du marché	9,57	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,55	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	79	
Volume moyen annuel par séance	237 569,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	685 199 713,39	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,23	
Ratio moyen de satisfaction	35,35	
Ratio moyen de tendance	1 585,30	
Ratio moyen de couverture	6,31	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-1,05	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

États-Unis

Les négociations du plan de relance reprennent au Congrès

Depuis le scrutin du 3 novembre, les tractations étaient au point mort entre républicains et démocrates à propos d'un nouveau plan de relance de l'économie.



L'annonce de la reprise des négociations aux États-Unis pour voter un plan de soutien à l'économie a apporté jeudi une lueur d'espoir pour de nombreuses familles affectées par la crise, qui s'apprentent à passer une fête de Thanksgiving sinistre. Les équipes des élus démocrates et républicains du Sénat et de la Chambre des représentants se sont réunies jeudi après-midi pour aborder deux sujets, dont celui d'un plan de relance, selon une source démocrate au Congrès. «Le gouvernement fédéral doit apporter (ce soutien) le plus tôt possible et avec une flexibilité pour répondre aux besoins des États», a réagi le président élu Joe Biden. Cette aide comprend un soutien aux entreprises, aux écoles, aux familles, aux travailleurs, aux chômeurs, et pour l'éducation des jeunes enfants ou les soins de santé. «Tout est nécessaire pendant cette pandémie. Les États et les communautés ne devraient pas avoir à licencier des professeurs, des policiers, des pompiers, à supprimer des services vitaux», a relevé Joe Biden. Les discussions pour voter un nouveau plan prenant le relais de celui adopté en urgence en mars, de plus de 2200 milliards de dollars, avaient commencé cet été. Mais les désaccords profonds entre les deux partis ont été exacerbés par une campagne électorale particulièrement clivante. Depuis le scrutin du 3 novembre, les tractations étaient au point mort. Leur reprise était très attendue, tant par les millions de foyers américains confrontés au chômage ou à une perte de revenus, que par les petites entreprises au bord de la faillite. Cette nouvelle a fait grimper Wall Street à la clôture. En revanche, certains programmes mis en place

au printemps par la Banque centrale, la Fed, avec des fonds du Trésor, pour injecter de l'argent frais dans l'économie, pourraient ne pas être étendus au-delà du 31 décembre. Le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin a demandé jeudi que les sommes restantes soient rendues, mais la Fed s'est dit en désaccord avec cette décision.

Écoles fermées

Si les nouvelles sont bonnes sur le front du vaccin, prévu pour les prochains mois, des millions d'Américains sont sur le point de basculer dans l'extrême pauvreté. Les aides accordées en mars, dans le premier plan de relance, arrivent en effet à expiration, menaçant 12 millions de chômeurs de se retrouver brutalement sans ressources au lendemain de Noël. Ils viendront s'ajouter à la cohorte de personnes qui n'ont déjà plus droit à aucune aide, averti The Century Foundation, un groupe de réflexion démocrate. Une aide financière aux ménages et entreprises est d'autant plus cruciale que la situation sanitaire se détériore avec une nouvelle vague de contaminations au nouveau coronavirus. Thanksgiving, l'une des fêtes les plus célébrées aux États-Unis, qui donne habituellement lieu à de grandes réunions familiales, inquiète les autorités sanitaires. Celles-ci ont déconseillé aux Américains les voyages à l'occasion de cette fête. Et de nombreux États ou villes ont imposé de nouvelles restrictions, comme l'État de New York, qui a imposé un couvre-feu aux bars et restaurants, et refermé ses écoles. La troisième ville du pays, Chicago, a elle appelé ses habitants à ne sortir que pour les déplacements essentiels. Même des maires et gouverneurs jusqu'ici réticents ont fini par prendre des

mesures drastiques.

6,4 millions de chômeurs

Ces restrictions ont des conséquences importantes sur l'emploi. Ainsi, entre le 8 et le 14 novembre, 742'000 personnes ont pointé au chômage, soit 30'000 de plus que la semaine précédente, selon les derniers chiffres du département du Travail. Ceci n'est «pas un accident isolé», mais marque le début d'une nouvelle hausse du chômage «qui persistera jusqu'à ce que la vague de Covid ralentisse», s'inquiète Ian Shepherdson, chef économiste pour Pantheon Macroeconomics. Un responsable de la Banque centrale américaine (Fed) a même averti jeudi qu'une nouvelle récession était à craindre au quatrième trimestre. Le pays comptait près de 6,4 millions de chômeurs début novembre. Un chiffre en baisse, mais si une partie a effectivement retrouvé un emploi, d'autres n'ont simplement plus droit aux allocations-chômage, versées pendant six mois maximum aux États-Unis. En ajoutant les programmes d'aides liés à la pandémie, permettant de prolonger de plusieurs semaines le versement d'allocations ou de les étendre à des travailleurs qui n'y ont habituellement pas droit, comme les indépendants, ce sont 20,3 millions de personnes qui touchaient une aide au cours de la dernière semaine d'octobre. Des millions d'entre eux pourraient en outre se retrouver à la rue, les expulsions ayant été gelées seulement jusqu'au 31 décembre. Les États-Unis ont enregistré en moyenne chaque jour plus d'un millier de décès au cours des deux dernières semaines.

(AFP/NXP)

Economie

Sika augmente sa capacité de production à Dubaï

Le groupe zougois poursuit son expansion aux Emirats arabes unis. Et son directeur estime qu'il ne sera pas trop impacté par la deuxième vague de Covid-19.

Avec la mise en service d'une nouvelle usine à Dubaï, Sika poursuit son expansion et accroît sa capacité de production aux Emirats arabes unis. Le site de Dubaï fonctionne déjà comme un centre stratégique de vente et de distribution pour la région depuis 2018. Cette production locale permet au groupe zougois d'aiguiser sa compétitivité et de renforcer son activité de revêtement des sols dans la région, selon un communiqué. De son côté, le directeur général de Sika, Paul Schuler, a déclaré jeudi dans la presse adhérer aux objectifs formulés pour l'exercice en cours, malgré la persistance de la crise pandémique.

Prêt à affronter la 2e vague

«Le chiffre d'affaires va quelque peu se contracter par rapport à 2019 en raison des pertes de changes. Mais le résultat d'exploitation (Ebit) devrait se situer à peu près au même niveau que l'année dernière», a-t-il estimé dans une interview accordée au portail financier «The Market». Sans les effets de changes, Sika se trouverait même sur une tra-



jectoire record. Paul Schuler est convaincu que Sika est bien positionné pour affronter la deuxième vague du coronavirus. «Même si des fermetures massives de sites de construction et d'usines automobiles devaient avoir lieu, l'impact sur notre activité dans l'exercice en cours serait probablement limité». Sika prévoit une croissance comprise entre 6% et 8% d'ici 2023. Les deux tiers de cette croissance seront d'origine organique et le reste se fera par des acquisitions. L'urbanisation mondiale, les programmes de relance économique aux États-Unis, en Chine ou en Europe lors de la crise du coronavirus, ainsi que les mesures d'assainissement écologique devraient constituer les moteurs favorisant la croissance organique.

Intérêt pour les nouvelles technologies

Sika continue de se pencher sur des acquisitions potentielles en Europe ou aux États-Unis afin de devenir un acteur encore plus important, poursuit Paul Schuler. «Nous nous intéressons aussi aux entreprises qui génèrent de nouvelles technologies, comme c'est le cas dans le domaine des adhésifs ou du mortier». Le chimiste du bâtiment vise une marge Ebit de 15% à 18% en 2023 (contre 13% en 2019) en exploitant les synergies, mais aussi en aiguisant sa rentabilité, un objectif qui devrait être atteint grâce à une hausse de la standardisation au niveau des produits, de meilleurs prix d'achat et une automatisation accrue dans les usines.

(ats/nxp)

France

Orange lancera la 5G dans 15 villes

L'opérateur télécoms Orange a annoncé mercredi le lancement de son réseau mobile 5G "dès le 3 décembre 2020" dans 15 villes françaises, dont Nice, Marseille, Le Mans, Angers et Clermont-Ferrand, alors que d'autres communes demandent un moratoire sur cette technologie. Il a donné le top départ.

L'opérateur télécoms Orange a annoncé mercredi le lancement de son réseau mobile 5G "dès le 3 décembre 2020" dans 15 villes françaises, dont Nice, Marseille, Le Mans, Angers et Clermont-Ferrand, alors que d'autres communes demandent un moratoire sur cette technologie. "D'ici la fin de l'année, plus de 160 communes seront couvertes en 5G", a annoncé le groupe français dans un communiqué, promettant des débits "jusqu'à 3 à 4 fois plus rapides que la 4G" grâce à un large spectre sur la bande de fréquences 3,5 GHz. A l'instar de Bouygues Telecom, Orange avait pour l'instant communiqué ses offres tarifaires 5G grand public et entreprises sans pour autant annoncer de plan de couverture géographique précis. Seul SFR a lancé officiellement son réseau mobile de dernière génération à Nice depuis vendredi dernier, tandis que Free a évoqué un lancement dans "les prochaines semaines".



Après avoir versé 2,789 milliards d'euros à l'État pour s'emparer de "blocs" mis aux enchères début octobre, les opérateurs peuvent jouir de leurs fréquences 5G depuis le 18 novembre. Ils restent toutefois soumis à des procédures administratives liées aux autorisations techniques à déposer auprès de l'Agence nationale des fréquences (ANFR) et aux demandes d'information des mairies.

"Le déploiement se fera de manière progressive"

Or plusieurs maires écologistes ou de gauche de grandes villes, notamment à Lille ou Grenoble, ont déclaré être en faveur d'un mora-

toire jusqu'à la publication prévue au printemps 2021 d'un rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses). "Le déploiement se fera de manière progressive et dans un dialogue constructif avec l'ensemble des collectivités locales, en parallèle de nos efforts pour élargir la couverture du territoire français en 4G", a indiqué Stéphane Richard, PDG d'Orange, cité dans le communiqué. "Pour Paris, qui n'a pas de moratoire, mais a engagé une concertation citoyenne, il n'y aura pas de déploiement de nouvelles antennes 5G Orange, tant que cette démarche n'est pas achevée", a-t-il encore confié au quotidien Les Echos, ajoutant être en faveur d'une 5G "respectueuse des villes et de leur position". Si la 5G promet d'offrir, à terme, un débit jusqu'à 10 fois plus rapide, les opérateurs comptent avant tout sur son lancement pour gérer l'augmentation du trafic et éviter la saturation de leurs réseaux mobiles.

Avec AFP

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cities-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie 2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Ce sera le moment ou jamais de prendre des initiatives audacieuses sur le plan matériel. Votre habileté en matière d'argent, doublée d'une chance insolente, vous permettra de réaliser des miracles.

Taureau Votre secteur argent sera vide d'influences planétaires. Mais cela ne veut pas dire que vous n'aurez pas l'occasion de faire de bonnes affaires. Vous allez bénéficier d'un courant de chance financière grâce au soutien de Neptune. Un conseil : jouez, réclamez les vieilles créances, etc. Ainsi, vous aurez des chances d'avoir une bonne surprise.

Gémeaux Vous devrez vous tourner vers des activités plus rentables sur le plan financier. Vous aurez de lourdes dépenses à subir et vous aurez beaucoup à faire pour améliorer votre confort domestique. Les questions d'argent vous rendront anxieux, et votre esprit sera accaparé par vos affaires.

Cancer Sous l'emprise de la planète Pluton, vous aurez une terrible envie de gagner beaucoup d'argent et vite. Cependant, l'ambiance astrale générale vous confisquera toute chance pure. Prenez donc garde. Au lieu de risquer vos modestes économies aux jeux de hasard, vous feriez mieux de les déposer dans une caisse d'épargne ou de les investir autrement. Bien sûr, quelqu'un doit gagner gros dans ces jeux, mais il est certain cette fois-ci que ce ne sera pas vous.

Lion Vénus vous fera de la morale financière aujourd'hui. Cet astre est partisan inconditionnel de la vertu d'économie et d'une certaine frugalité. Il vous conseillera d'être très attentif aux cordons de la bourse et vous invitera à utiliser sagement votre argent.

Vierge Votre équilibre financier est stable, et il va le rester cette fois. Vous n'aurez donc pas de réelles inquiétudes à vous faire. Il faudra toutefois vous méfier de l'impact d'Uranus, qui pourra vous souffler des envies d'achats onéreux et peu utiles. Attention, notamment, aux coups de cœur pour des vêtements très beaux, certes, mais dont vous pourriez parfaitement vous passer.

Balance La planète Neptune, bien aspectée, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, et une chance quasi certaine aux jeux de hasard, tel le Loto.

Scorpion Vos finances ne tourneront pas rond aujourd'hui. Ne sombrez pas dans les idées noires pour autant. Les choses s'éclairciront et prendront bientôt une tournure beaucoup plus encourageante. Donc, pas de coups de colère avec des décisions brutales, car vous le regretterez. Aussi, soyez fourmi plutôt que cigale.

Sagittaire Vos nerfs seront mis à rude épreuve, mais c'est vous qui le rechercherez délibérément ; vous prendrez des risques financiers assez importants. Mercure devrait vous aider à arriver à bon port. Cette même planète se montrera favorable aux transactions immobilières.

Capricorne Neptune formera des aspects favorables au secteur des biens matériels. Son influence sera efficace ! Gardez-vous cependant d'être trop optimiste en prenant des risques financiers excessifs.

Verseau Vénus étant en aspect favorable, tout devrait bien se passer sur le plan financier. Attention, pourtant : la déesse de l'amour, de la beauté et de l'harmonie pourrait pousser certains d'entre vous à dépenser des fortunes pour des soins esthétiques, ou à engager un décorateur pour refaire luxueusement les tapisseries du salon...

Poissons Avec Saturne en cette configuration, tous ceux qui ont dernièrement fait preuve d'imprudences en matière financière vont probablement connaître quelques difficultés. Mettez de l'ordre dans vos comptes, et attendez que le Ciel se dégage sans commettre d'autres folies.

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Address AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLU
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K. ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains



SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de toux ou
d'éternuement.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoé route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seultogo@gmail.com Lomé

Médias

Imprégnation des textes réglementaires sur la presse

La Haute Autorité de l'audiovisuel et de la Communication (Haac) organise un séminaire axé sur le thème « sensibilisation et approbation des textes réglementaires et législatifs sur la presse ». Cette rencontre débutée le mercredi 25 novembre, prend fin le vendredi 27 novembre 2020 à Atakpamé, ville située à 200 km de Lomé.

● **Vivien ATAKPABEM**

L'objectif de cette rencontre est de veiller à l'imprégnation des textes réglementaires et le plan stratégique par les professionnels des médias. La rencontre a observé une panoplie de discours dans laquelle le 2e adjoint au maire de l'Ogou 1 M. Yao Tohou, représentant du préfet de l'Ogou. Ce dernier a souhaité la bienvenue aux participantes et exprimé sa reconnaissance sur le choix porté sur la ville des 7 collines. Le vice-président de la Haac, représentant du président de l'institution a dans son allocution invité les parties prenantes à s'approprier du contenu des communications afin de parvenir à la professionnalisation de la presse togolaise. Les communications données par le représentant du président de la Haac en la personne d'Octave Olympio ont tournées autour des grands axes et la mise en œuvre du plan stratégique de la Haac. Il en est de même du statut du professionnel de la communication et des médias à savoir les journalistes, techniciens des médias



et auxiliaires de presse et les modalités de création, de publication, d'installation et d'exploitation des médias écrits, audiovisuels animée respectivement par Mathias Ayena président du comité radio et Mme Aminata Adrou présidente du comité Télévision, Cinéma et Video-clubs. Ce séminaire de trois jours permettra à toutes les parties prenantes de maîtriser un certains nombres de textes relatifs à la profession du journaliste, entre autres, le code de la presse et de la communication nouvellement adopté, code de déontologie et de l'éthique du journalisme, la loi organique

relative à la Haac. « Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des missions traditionnelles de la Haac, celle de veiller à l'application efficace des textes adoptés par l'État togolais dans la corporation » a souligné M. Badjibassa Babaka, rapporteur à la Haac. Pour ce dernier, il est du devoir de la Haac de pouvoir identifier les innovations et les changements dans le cadre de ces textes afin d'attirer l'attention des professionnels des médias. Prévu pour trois jours, cette rencontre vient à point nommé pour situer la responsabilité de tout un chacun dans l'univers médiatique togolais.

Décédé le 21 novembre dernier

Le Général sera inhumé ce samedi à Sokodé

Le Général Séyi Mémène, décédé le 21 novembre dernier au CHU Sylvanus Olympio à l'âge de 82 ans, sera inhumé ce 28 novembre 2020 à Sokodé.

Selon le programme officiel communiqué par la famille, avant d'être conduit à sa dernière demeure, une prière aura lieu à 9 heures sur le terrain de Komah 1 à côté du camp militaire du 23e BIM. La prière du 8e jour est prévue au même endroit après l'enterrement, selon le programme. Seulement, compte tenu de la situation sanitaire, l'inhumation aura lieu dans la stricte intimité familiale. Précisons que les salutations d'usage se font déjà aux domiciles du défunt à Sokodé en face du camp militaire du



23e BIM et à Lomé au quartier Cassablanca non loin du bar Camionnette. **Avec iciLome**

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Région Maritime

Grande campagne de vaccination contre la poliomyélite

Le ministère en charge de la Santé du Togo, accompagné par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), a donné le coup d'envoi mercredi de la deuxième phase de la campagne vaccinale de riposte contre la poliomyélite, dans la région Maritime et Lomé Commune.

Cette grande campagne de vaccination démarre ce jeudi 25 novembre, et ce jusqu'au 29 novembre prochain. Elle va permettre d'immuniser 715.319 enfants de 0 à 59 mois dans les deux régions. Il sied de rappeler que la pandémie du coronavirus a impacté négativement le calendrier vaccinal au premier semestre de l'année 2020, donnant lieu à la suspension provisoire des vaccinations dans les régions Maritime et le grand Lomé, privant 715.



319 enfants de 0 à 5 ans de vaccins contre la poliomyélite entre janvier et juin 2020, dans le grand Lomé et la région Maritime. **Avec iciLome**

FC Barcelone

Le candidat Emili Rousaud promet de ramener Neymar !

Ancien bras droit démissionnaire de Josep Maria Bartomeu, Emili Rousaud a officialisé sa candidature à la prochaine élection présidentielle qui aura lieu le 24 janvier prochain. Avec un programme très clair : le retour de Neymar, en compagnie d'un deuxième top joueur.

Le 10 avril dernier, Emili Rousaud démissionnait de la direction du FC Barcelone, fâché avec le président Bartomeu, qui avait réclamé sa tête. Devenu un farouche opposant du désormais ex-patron du club blaugrana, Emili Rousaud, 54 ans, compte se présenter aux prochaines élections, qui se tiendront le 24 janvier prochain. Il n'est pas le favori, contrairement à Victor Font voire au revenant Joan Laporta, mais il a des arguments. Ce jeudi, il a officialisé sa candidature et présenté son programme. Un programme très ambitieux, comme vous allez le découvrir. Sur son site officiel, avec le slogan « Les meilleurs au Barça », il a expliqué : « nous construirons l'équipe avec la direction sportive, avec celui qui est probablement le meilleur directeur sportif du monde. Nous sommes déjà tombés d'accord avec lui et nous espérons pouvoir l'annoncer pendant les élections ». Avant de préciser clairement ce qu'il compte faire sur le mercato.



Neymar et un autre crack

« Il faut compléter l'équipe avec un ou deux joueurs franchise, qui terminent leur contrat en 2021 et 2022. L'équipe "Les meilleurs au Barça" et son directeur technique sont déjà en contact avec deux joueurs qui sont des mega-cracks mondiaux. Sur indication de mon directeur technique, à condition qu'il retire ses plaintes et fasse le tri dans son entourage, nous travaillons au retour de Neymar au Barça. En décembre, je pourrai annoncer le nom du second et il ne laissera personne indifférent. Et même

si d'autres prononcent son nom, nous sommes les seuls à être en ligne directe avec lui », a-t-il assuré. Neymar et un autre joueur de très haut niveau, voilà les promesses de Rousaud, qui avait déjà travaillé au retour du Brésilien lorsqu'il était le bras droit de Josep Maria Bartomeu. Alors que Victor Font a lui annoncé tirer un trait sur le transfert du joueur du Paris Saint-Germain, Rousaud persiste dans cette voie. Mine de rien, cela représente une menace pour le club francilien, qui suivra sûrement avec attention les résultats de la prochaine élection présidentielle au Barça.

Avec footmercato.net

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

NOUVEAU

Chap Y'a pas match !!!

Bouteille 33cl / Bouteille 50cl
200 FCFA* / **350** FCFA*

Chap Limonade
 Can. 33cl * **250** FCFA

Chap Cola au citron
 Can. 33cl * **250** FCFA

Chap Cocktail de fruits
 Can. 33cl **300** FCFA

Le goût de ça

NOUVEAU

350 fcfa

Emportez-les partout !!!

La vraie bière de tradition allemande

DJAMA PILSNER
 La tradition allemande brassée au Togo

18